

Service Prévention des Risques Environnementaux
Secteur Industrie Agro-Alimentaire
9, rue du sabot
22 440 PLOUFRAGAN

Ploufragan, le 19/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS LCA

Le Moulin de Saint-Caradec
22600 TREVE

Code AIOT : 0005500481

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2026 dans l'établissement SAS LCA implanté au lieu-dit Le Moulin de Saint-Caradec à TREVE (22600). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite aux événements pluvieux survenus depuis début janvier 2026, une alerte Vigilance Crue a été déclenchée par la préfecture des Côtes d'Armor pour la rivière l'Oust le 21 janvier 2026.

En parallèle de cette information préfectorale, le président directeur général de l'entreprise Le Clezio avait informé nos services le 21/01/2026, de la fermeture des routes d'accès à l'abattoir de volailles suite aux inondations, nécessitant l'arrêt des ramassages de volailles et l'annulation d'une journée d'abattage le 22 janvier 2026.

Le service vétérinaire d'inspection (SVI) de la DDPP avait également alerté nos services de la situation.

Dans les installations classées pour la protection de l'environnement, l'inondation peut conduire à des pertes économiques, mais également à la survenue d'accidents et/ou de pollutions.

La visite d'inspection intervient dans ce contexte de crue, avec pour objectif de constater les impacts de la crue de l'Oust sur les installations et les mesures de gestion mises en place par les exploitants.

Les abords des ouvrages de la station d'épuration, les zones de stockage des produits dangereux susceptibles d'être rejetés dans le milieu en cas de montée des eaux et les utilités (salle des machines NH3, transformateur, réserve de gaz), ont fait l'objet du contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS LCA
- Le Moulin de Saint-Caradec - 22600 Trévé
- Code AIOT : 0005500481
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine LCA (Le Clezio Abattoir) est une unité d'abattage de volaille autorisée pour 44 000t/an et 216t/j en pointe.

Cette entité fait partie intégrante de la Holding Le Clezio industrie (LCI) qui compte également une station de traitement (STE), une société de maintenance et une société de transport.

Cette unité abat des dindes destinées à la découpe vers d'autres sites de transformation.

Les effluents d'abattoir sont collectés et traités dans la station de traitement interne autorisée pour 600 m³ d'eaux usées par jour.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Entretien de l'installation	Arrêté Ministériel du 31/03/2025, article 2.2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Intégrité des réseaux	Arrêté Ministériel du 31/03/2025, article 3.1	Mise en demeure, dépôt de dossier	1 mois
3	Étude de dangers – risque inondation	Code de l'environnement du 01/03/2017, article L.181-25	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Déclaration incident/accident	Code de l'environnement du 11/08/2025, article R.512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La crue du 21/01/2026 a entraînée la montée des eaux sur les abords de l'abattoir rendant temporairement inaccessible l'accès au site par les véhicules légers et les poids lourds.

Selon les déclarations des personnels rencontrés, l'intérieur de l'abattoir n'a pas été inondé par la montée des eaux.

Il n'y a pas de dégâts matériels dans l'abattoir et les installations connexes (salle des machines, station d'épuration, transformateur électrique). De même, cet événement n'a pas entraîné de pertes d'utilités sur le site (électricité, froid, compresseur, ...). Les services d'incendie et de secours ne sont pas intervenus sur le site.

La montée des eaux a néanmoins nécessité l'arrêt de l'exploitation de l'abattoir sur une journée.

Cet évènement et les actions mises en œuvre montrent que l'industriel n'est pas suffisamment préparé face à la montée des eaux. Le site ne dispose pas de procédures avec les actions et les dispositifs organisationnels à engager lors d'un épisode de crue pour une mise en sécurité des installations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Entretien de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/03/2025, article 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien du site, des abords et des ouvrages
Prescription contrôlée : - <u>Article 2.2 de l'arrêté ministériel du 31/03/2025 :</u> L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...). - <u>Article 2.2 de l'arrêté préfectoral du 22/12/1999 :</u> <i>« Les équipements, notamment ceux concourant à la protection de l'environnement, qui sont susceptibles de créer des pollutions et des nuisances doivent être entretenus régulièrement. L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables, et d'éléments d'équipements utilisés de manière courante ou occasionnellement pour assurer la protection de l'environnement, tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs produits absorbants, etc. »</i> - <u>Article 2.3 de l'arrêté préfectoral du 22/12/1999 :</u> <i>« L'exploitant tient à jour un schéma d'aménagement visant à s'assurer de l'intégration esthétique de l'établissement. L'ensemble du site est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence. Il est apporté un soin particulier aux abords de l'établissement relevant de l'exploitant, et notamment autour des émissaires de rejets (plantation, engazonnement, etc). »</i>
Constats : Le jour du contrôle, on observe une décrue lente de l'Oust. Le niveau d'eau sur le site a nettement diminué. La station d'épuration était en fonctionnement et il n'a pas été constaté de déversements en cours des ouvrages de traitement. Les abords de la station n'étaient plus inondés au moment du contrôle. Les autres constats visuels réalisés, montrent que: <ul style="list-style-type: none">• l'abattoir était en fonctionnement (fin d'abattage vers 11h): il n'a pas été constaté d'arrivage de volailles durant le contrôle;• l'accès principal au site via la rue du moulin depuis le bourg de Trévé était possible pour la circulation des poids lourds et des véhicules légers;• la route Le moulin de St-Caradec était en partie inondée. Cette route permet l'accès au quai vif. Les opérateurs rencontrés précisent qu'à un certain niveau d'eau sur la route les camions n'ont plus accès à l'abattoir (cf.photos n°1 et 2);• le parking des véhicules légers du personnel de l'établissement était sous l'eau et inaccessible (cf.photos n°3 à 5);

- la zone entre la salle des machines ammoniac et le quai vif était en partie inondée (cf.photo n°6);
- l'eau qui était montée entre le bâtiment de production, le transformateur et la SDM NH3 s'est retirée (cf.photos n°7 et 8);
- la salle des machines NH3 en surélévation n'a pas été impactée selon les personnes rencontrées et n'a pas nécessité de mise à l'arrêt de l'installation: le niveau d'eau à quand même atteint les fondations en béton (cf.photo n°9);
- le transformateur électrique n'a pas été impacté par l'inondation (cf.photo n°10);
- les produits et les substances dangereuses (IBC de produits chimiques, cuve de gazoil) sont stockés sur rétention de manière sécurisée. La station service et les rétentions associées aux cuves de stockage n'ont pas été impactées (cf.photos n°11 à 13);
- le réservoir de stockage de GPL n'a pas été inondé selon les opérateurs. Celui-ci est pourtant implanté très proche de l'Oust.

Néanmoins, il est observé sur l'aire d'implantation de la cuve GPL des amas de graisse au sol. Cette graisse est issue de la filière de pré-traitement et du dégraisseur. (cf.photos n°14 à 17). Selon les personnes rencontrées ce déversement accidentel est lié à un dysfonctionnement de cet équipement.

- la présence de terres (boues) au sol et des traces d'irisation d'hydrocarbures sont observées sur le sol proche du silo à boues (cf.photos n°18 à 20);
- la présence d'avaloirs dégradés présentant un risque d'affaissement (cf.photos n°21 et 22);
- la toiture et les murs d'un bâtiment situés proche de la zone de stockage des sous-produits animaux en très mauvais état d'entretien. De la végétation est installée sur le toit et dans les gouttières d'évacuation des eaux de pluies. On observe également des écoulements d'eau provenant d'une canalisation aérienne non identifiée (cf.photos n° 23 à 28). Le personnel interrogé n'avait pas connaissance de l'utilité de ce réseau.
- le bardage d'un bâtiment dégradé avec des plaques en fibrociment manquantes (cf.photo n°29).

Des aménagements ont été réalisés par l'exploitant le week-end du 24 janvier (lors d'une décrue du cours d'eau) afin de pouvoir maîtriser l'arrivée d'eau en provenance de l'Oust sur le site, avec notamment:

- la création d'une digue, d'un talus en terre entre le bassin d'aération et l'Oust (cf.photos n°30 à 32);
- l'aménagement de murets en parpaings au niveau des postes de relevage des eaux usées et du dégrilleur, pour éviter les entrées d'eau dans les ouvrages (cf.photos n°33 à 35);
- la création d'une ouverture dans un mur existant pour permettre l'évacuation de l'eau stagnante sur le site (cet ouvrage sera re-crée avec un système de vanne permettant l'évacuation des eaux (cf.photo n° 36)).

Les personnes rencontrées n'ont pas connaissance de procédures et de dispositifs organisationnels en cas d'inondation sur le site. Lors d'une précédente visite d'inspection le 29/09/2025, le service d'inspection avait demandé à l'exploitant de communiquer la procédure en cas d'inondation de la zone entre le local physico-chimique et la réserve de gaz. Ces éléments n'ont à ce jour pas été transmis par l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra s'assurer et garantir que l'ensemble de l'installation soit maintenu propre et entretenu en permanence.

<p>Il devra, entre autres :</p> <ul style="list-style-type: none"> • s'assurer la réalisation d'un entretien de la toiture et du mur du bâtiment proche de la zone de stockage des sous-produits animaux; • réaliser des travaux de bardage du bâtiment dégradé; • mettre en œuvre un dispositif permettant de garantir le fonctionnement du dégraisseur et éviter les déversements de graisses; • s'assurer de l'entretien et de la sécurisation des avaloirs présents au niveau de la cour; • transmettre la procédure en cas d'inondation de la zone entre le local physico-chimique et la réserve de gaz, comme demandé dans le rapport d'inspection du 06/11/2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Intégrité des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/03/2025, article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et plan des réseaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour prévenir les risques de pollution accidentelles de l'air, des eaux ou des sols et pour limiter les risques de nuisances. [...]</p> <p>II. Les canalisations de transport de fluides insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches, curables et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité en cas de risque de pollution.</p> <p>Les différentes canalisations sont repérées, conformément aux règles en vigueur lorsqu'elles existent.</p> <p>Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer les eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant qu'elles soient évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, tenu à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>III. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; • les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ; • les secteurs collectés et les réseaux associés ; • les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; • les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature. <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales non polluées et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.</p>

À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.
<p>Constats :</p> <p>Les personnes rencontrées n'avaient pas connaissance du plan des réseaux des installations de collecte des eaux usées et pluviales.</p> <p>Des intrusions d'eaux parasites sont susceptibles de se déverser dans la station de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Lors du contrôle réalisé le 10/04/2025, le service d'inspection a demandé à l'exploitant de transmettre un schéma des réseaux et un plan des égouts, dans un délai de 3 mois à réception du rapport d'inspection du 26/05/2025 (cf. fiche de constat n° 2 du rapport).</p> <p>Comme indiqué dans ce précédent rapport, le plan des réseaux du 01/02/2023 n'est pas lisible et ne permet pas de vérifier les modalités de gestion des eaux pluviales et des eaux souillées au niveau de la station.</p> <p>Il s'avère que ces éléments n'ont pas été communiqués au service d'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>En conséquence, l'exploitant est mis en demeure de transmettre un plan des réseaux du périmètre de la station de traitement des eaux, à jour, lisible, correctement légendé (EP et EU) et faisant apparaître les éléments prescrits à l'article 3.1 de l'arrêté ministériel du 31/03/2025 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations aux installations relevant de la rubrique n° 3641.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Étude de dangers – risque inondation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/03/2017, article L.181-25
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise du risque inondation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le demandeur fournit une étude de dangers qui précise les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation.</p> <p>Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation.</p> <p>En tant que de besoin, cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite.</p> <p>Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'étude de dangers (EDD) du site ne prend pas en compte le risque inondation.</p>

<p>La situation et les épisodes de crues par débordement du cours d'eau présente un risque pour l'installation industrielle. Au-delà des pertes économiques engendrées par les dégâts matériels et les arrêts de production, les inondations peuvent être aussi à l'origine d'accidents industriels. Les inondations peuvent également occasionner des pertes d'alimentations électriques et d'utilités, avoir des effets de percussions par des objets dérivants.</p> <p>Dans ce cadre et au regard de la situation actuelle, l'EDD de la SAS LCA doit prendre en compte, dans l'analyse des risques, les risques induits par les aléas naturels, en tant qu'évènement initiateur pouvant conduire à des accidents.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il conviendra à l'exploitant d'étudier ce phénomène d'inondation et, le cas échéant, justifier la non prise en compte de ce risque naturel dans l'EDD pour le site industriel .</p> <p>Pour information un guide méthodologique intitulé « Référentiel méthodologique relatif à la maîtrise du risque inondation dans les installations classées », élaboré par l'INERIS est disponible sur le site de l'INERIS:https://www.ineris.fr/sites/default/files/contribution/Documents/dra-14-141515-03596a-1406203884.pdf</p> <p>Ce document présente une démarche d'analyse des risques adaptée au contexte spécifique de cet aléa pour les sites industriels, et propose des outils pratiques d'aide au diagnostic.</p> <p>Ce guide couvre notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la caractérisation du risque inondation et l'identification des séquences accidentelles ; • l'étude du comportement mécanique des équipements industriels vis-à-vis des effets de l'inondation (effets mécaniques et fluidiques, etc.) ; • l'évaluation, en milieu inondé, de l'intensité des phénomènes dangereux associés aux pertes de confinement induits par les effets de l'inondation ; • la maîtrise du risque inondation par la définition d'une stratégie de prévention et de protection, via notamment l'élaboration d'une procédure de mise en sécurité sur alerte. <p>Les mesures de prévention (dispositifs d'alerte lors de fortes précipitations ou de crues), les mesures techniques et les dispositifs organisationnels en cas de crue devront être présentés au service d'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 4 : Déclaration incident/accident

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/08/2025, article R.512-69</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il</p>

précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations, mentionnées à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.

Constats :

Par courriel du 22/01/2026, le service d'inspection a demandé à l'exploitant de déclarer cet évènement lié à un aléa climatique au vu des conséquences (arrêt d'exploitation), économiques et environnementales, via la téléprocédure en ligne, obligatoire depuis le 01/01/2026 et accessible sur : <https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939>

L'exploitant a indiqué au service d'inspection le 24/01/2026 ne pas avoir réussi à utiliser le portail pour faire la déclaration et qu'un nouvel essai serait réalisé ultérieurement.

À date, cette télédéclaration en ligne n'a pas été réalisée par l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra réaliser la télédéclaration d'incident/accident en ligne dans le délai ci-dessous.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours